

Arrêté préfectoral portant dérogation pour la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées pour le bailleur CLESENCE, lotissement les Acacias - Berlancourt

LA PRÉFÈTE DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.411-1 et L.411-2, L.415-3 et R.411-1 à R.411-14 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant Madame Catherine SÉGUIN, Préfète de l'Oise ;

Vu l'arrêté interministériel du 19 février 2007 fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L.411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

Vu l'arrêté interministériel du 29 octobre 2009 fixant la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 novembre 2023 portant délégation de signature à M. Jérémy HETZEL, directeur départemental adjoint des territoires de l'Oise, désigné pour assurer l'intérim des fonctions de directeur départemental des territoires de l'Oise ;

Vu l'arrêté du 13 novembre 2023 portant subdélégation de signature en matière administrative de M. Jérémy HETZEL, directeur départemental adjoint des territoires de l'Oise par intérim à certains agents de la direction départementale des territoires de l'Oise ;

Vu la demande en date du 19 avril 2023 du bailleur social Clésence, concernant une dérogation aux interdictions de destruction, d'altération ou de dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées pour le projet de rénovation thermique, d'isolation des combles et mise en conformité électrique de 18 habitations de la résidence « les Acacias » situées sur la commune de Berlancourt.

Vu le mémoire en réponse du 16 juillet 2023 ;

Vu l'avis favorable tacite du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel du 13 novembre 2023 ;

Vu la consultation publique, réalisée du 23 novembre au 7 décembre 2023, conformément au Code de l'environnement et en particulier à l'article L.120-1-1 concernant les conditions et limites dans

lesquelles le principe de participation du public, prévu à l'article 7 de la Charte de l'environnement, est applicable aux décisions individuelles des autorités publiques ayant une incidence sur l'environnement ;

Considérant qu'il n'existe pas de solution alternative satisfaisante pour éviter la destruction, l'altération ou la dégradation de sites de reproduction ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées faisant l'objet du présent arrêté ;

Considérant que le projet de rénovation thermique d'isolation des combles et mise en conformité électrique de 18 habitations de la résidence « les Acacias » situé sur la commune de Berlancourt a des raisons impératives d'intérêt majeur de sécurité auprès des usagers et qu'il n'existe pas d'autre solution alternative satisfaisante ;

Considérant que la dérogation ne nuit pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces figurant à l'article 3 du présent arrêté dans leur aire de répartition naturelle ;

Considérant l'absence d'observation du public lors de la consultation réalisée du 23 novembre au 7 décembre 2023 ;

Sur proposition du Directeur départemental des Territoires de l'Oise,

ARRÊTE

Article 1- Identité du bénéficiaire :

Le bénéficiaire est le bailleur social Clésence, ou toute personne placée sous son autorité (ci-après dénommé «le bénéficiaire»).

Article 2 - Nature de la dérogation :

Le bénéficiaire est autorisé à déroger aux interdictions de destruction, d'altération ou de dégradation de sites de reproduction et/ou d'aires de repos d'animaux d'espèces animales protégées, définies à l'article 3 du présent arrêté, dans les conditions définies aux articles 4 et suivants, dans le cadre du projet d'entretien des parties extérieures des bâtiments de sa résidence « Les Acacias » sur la commune de Berlancourt.

Article 3 - Espèces concernées par la demande de dérogation :

Espèces animales protégées

- le Moineau domestique (*Passer domesticus*)
- l'Hirondelle de fenêtre (*Delichon urbicum*)
- la Pipistrelle commune (*Pipistrellus pipistrellus*)

Article 4 - Qualification des personnes amenées à intervenir :

Les personnes chargées de l'opération devront justifier d'une compétence reconnue dans la connaissance de l'espèce pour laquelle ils interviennent.

Article 5 - Lieu d'intervention :

Région administrative : Hauts de France

Département : Oise

Commune : Berlancourt

Article 6 - Durée de validité :

Cette présente dérogation est accordée au bailleur social Clésence, pour une durée de trois ans (hors mesures de suivi) à compter de la date de signature du présent arrêté.

Avant expiration de cette dérogation, son renouvellement peut être demandé par son bénéficiaire, sur la base d'un dossier argumentaire transmis à la Direction départementale des territoires de l'Oise, justifiant des modifications apportées au calendrier du projet et détaillant l'avancement de la mise en œuvre des mesures d'évitement, de réduction, de compensation, d'accompagnement et de suivi, prévues par le présent arrêté.

Article 7 - Modalités de mise en œuvre spécifique :

La mise en œuvre du projet doit être conforme aux prescriptions suivantes :

Mesure de réduction :

La destruction des nids d'oiseaux devra être réalisée hors période de reproduction des oiseaux et en leur absence absolue, soit entre le 1^{er} septembre et le 31 mars.

Adaptation du calendrier des travaux afin d'éviter le dérangement des chauves-souris en période de parturition (période estivale)

- Garder la continuité du cycle de reproduction chez le Moineau domestique, les hirondelles des fenêtres et les chauves-souris :
 - adaptation de la couverture afin de laisser des entrées à chauves-souris en bordure de la couverture en phase travaux
 - Réaliser un réajustement des ardoises au niveau de la toiture pour laisser des interstices aux chauves-souris
 - les travaux d'isolation thermique par l'extérieur (ITE) devront s'arrêter en dessous de la couverture (1m) afin de permettre aux Moineaux domestiques de poursuivre leur cycle de vie pendant la période de nidification et pourront se terminer à partir du mois de septembre (régularisation)
 - les travaux d'ITE, sur les façades où des nids d'Hirondelles de fenêtre sont détectés se feront à partir du 15 septembre après vérification de l'absence d'individu par un écologue (régularisation)
 - la couverture sera posée en dehors de la période de nidification du Moineau domestique et de la période de mise bas des chauves-souris, soit à partir du 15 septembre
 - l'isolation de tous les combles sera réalisée en dehors de la période de la mise bas des chauves-souris, soit à partir du 15 septembre

Mesures de compensation :

- Garder la continuité du cycle de reproduction chez le Moineau domestique :
 - pose de 10 triples nichoirs artificiels en matériaux respirants et naturels en haut de toiture, en bordure de la planche de rive, de préférence au Sud et Est, répartis sur les 5 bâtiments A, B, C, D et E. Le recours au bois non traité et/ou à la céramique est privilégié pour des questions de similitude avec les matériaux d'origine des sites d'installation du Moineau domestique et de cohérence. L'emplacement des nids artificiels pourra être néanmoins modulé en fonction des contraintes de mise en œuvre et de cohabitation.

- Garder la continuité du cycle de reproduction chez l’Hirondelle de fenêtre :
 - pose de 5 avancées de toits artificielles composées de 4 nids chacune, d’une longueur de 3 à 4 mètres. Ces avancées de toits comprendront une planche de bois de protection au-dessus des nids, des tasseaux de bois pour favoriser la construction des nids. Les nids seront posés en pignon orientation Sud sur chaque bâtiment. Les nids ne devront pas être positionnés au-dessus des fenêtres.
 - mise en place d’un bac à boue de 2m*2m affleurant pour stimuler la reconstruction de nids naturels. Ce bac devra rester humide ou arrosé régulièrement d’avril à juillet inclus sur une période d’au moins 2ans après la fin des travaux.

Mesures d’accompagnement et de suivi :

- mise en place de panneaux signalétiques sur chaque bâtiment pour informer les locataires de la nature protégée de l’Hirondelle de fenêtre et son nid
- Suivi écologique sur 5 ans à partir de la fin des travaux et évaluation des mesures. Ces suivis se feront par un écologue et devront comporter 1 inventaire annuel oiseau et 1 inventaire chauves-souris printemps-été.

Toutes les habitations sont concernées et seront expertisées selon le même protocole que celui de l’état initial.

Il conviendra de préciser lors des suivis de la nidification l’emplacement des nids occupés suivants les années et l’évolution du ratio utilisation des nids artificiels/construction de nids naturels.

Article 8 - Modalité de compte-rendu des interventions :

Les rapports de suivi annuels seront transmis, à la Direction Régionale de l’Environnement, de l’Aménagement et du Logement des Hauts de France, à la Direction départementale des Territoires de l’Oise et au Conseil Régional des Hauts de France.

Article 9 : Géolocalisation et données de biodiversité

9.1 Géolocalisation des mesures compensatoires

Les mesures de compensation des atteintes à la biodiversité définies au I de l’article L.163-1 du Code de l’environnement doivent être géolocalisées et décrites dans un système national d’information géographique, accessible au public sur internet. Le demandeur est tenu de fournir au service instructeur toutes les informations nécessaires à la bonne tenue de l’outil.

Les données relatives à l’évitement, la réduction et l’accompagnement peuvent également être jointes.

Ces éléments sont renseignés et transmis au service instructeur, sous un mois à compter de la signature du présent arrêté, selon les modalités prévues par l’administration pour remplir l’outil GéoMCE.

Dans le cas où certaines mesures sont modifiées, les modifications sont transmises au service instructeur, dans le mois qui suit le récolement des mesures et dans les conditions précédemment fixées.

9.2 Données de biodiversité

Conformément à l’article L.411-1 du Code de l’environnement et du décret du 27 juin 2022, le bénéficiaire procédera au versement des données brutes de biodiversité acquises lors de l’étude préalable ainsi que celles recueillies postérieurement à la décision administrative à l’occasion du suivi des impacts et des mesures compensatoires aux mêmes échéances que les suivis afférents, sur la plateforme Dépopbio (<https://depot-legalbiodiversite.naturefrance.fr/>).

Article 10 - Mesures de contrôles :

La mise en œuvre des dispositions définies aux articles 1 à 8 du présent arrêté peut faire l'objet de contrôles par les agents chargés de constater les infractions mentionnées à l'art. L.415-3 du code de l'environnement.

Article 12 - Voie et délai de recours :

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif d'Amiens, 14, rue Lemerchier, 80011 Amiens Cedex 01. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de la publication au registre des actes administratifs. Le tribunal administratif peut-être saisi au moyen de l'application informatique télérécoeurs citoyen accessible par le biais du site : www.telerecoeurs.fr

Article 13 - Notification :

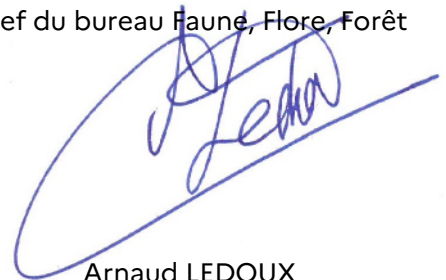
Le présent arrêté sera notifié au bénéficiaire.

Article 14 - Exécution de l'arrêté :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, l'Office française de la biodiversité, le directeur régional en charge de l'environnement des Hauts de France, le directeur départemental des Territoires de l'Oise, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté. Un exemplaire sera adressé à la mairie concernée. L'arrêté est publié sur le site internet "Les services de l'État dans l'Oise" pendant une durée minimale d'un mois et au recueil des actes administratifs : <http://www.oise.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Recueils-des-actes-administratifs-RAA>

Beauvais, le 11/12/2023

Chef du bureau Faune, Flore, Forêt



Arnaud LEDOUX